

## SOCIÉTÉ CIVILE ET DIALOGUE PUBLIC

# Lancement du projet Sanad

**Il s'agit d'un projet d'appui aux organisations non gouvernementales piloté par l'USAID.**

SAMIRA EZZEL

**S**anad, un nouveau projet d'appui à la société civile et au dialogue public, vient d'être lancé officiellement par l'Agence américaine pour le développement international (USAID), samedi dernier, à Rabat. Ce nouveau projet de coopération bilatérale entre le Maroc et les Etats-Unis vise à élargir et à renforcer le dialogue public et le plaidoyer au Maroc par un appui aux organisations de la société civile et par l'utilisation des technologies de l'information et de la communication.

"Le Gouvernement marocain mène depuis longtemps une politique d'encouragement et de soutien aux organisations de la société civile. Contribuer à la réalisation de cette politique, fait partie de nos engagements", a indiqué John Groark, directeur de l'USAID. A cette occasion, des représentants de la société civile, du ministère du Développement social, de la Famille et de la Solidarité, du ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur, de l'Initiative nationale pour le développement humain et des médias ont débattu des mécanismes du dialogue public au Maroc et du rôle de la société civile comme acteur civil et force de proposition. "Une problématique longtemps examinée, mais jamais réellement exposée, a fait remar-

quer à juste titre, Mustapha Benhaddou, expert de la société civile. Or, a-t-il ajouté, il ne saurait y avoir de dialogue public sans plaidoyer".

Si le Maroc s'est, en effet, résolument engagé dans un processus démocratique qui passe par la mobilisation de la société civile, les intervenants se sont tour à tour demandé si cette société civile avait vraiment les moyens de ses ambitions, si cette société civile avait la capacité pleine et entière de faire entendre sa voix. Quel est son impact sur le champ sociopolitique ? L'environnement est-il favorable à cette prise de dialogue ? Les instances de l'Etat sont-elles disposées à s'engager dans ce dialogue public ?

Autant de questions soulevées, lors de cette journée de réflexion qui s'articulera autour d'ateliers devant permettre d'améliorer les services publics et la gouvernance locale, de mettre en œuvre une véritable politique publique nationale et de faire réviser la loi imposée par un dahir datant de 1919 relative aux femmes Soualilyate.

Au plan international, il existe un partenariat entre le champ politique et associatif qui facilite le processus de dialogue et de décision, ont affirmé en substance les représentants de la société civile, en particulier Mustapha Benhaddou, qui a rappelé que "les conseils des citoyens, les référendums, les dispositifs de la société locale, sous d'autres cieux rendaient possibles le plan stratégique de développement social et l'instauration de la démocratie participative".

## LES CLÉS

### Le projet Sanad

- Un nouveau projet d'appui à la société civile.
- Un programme de coopération bilatérale entre le Maroc et les Etats-Unis.
- Un dispositif pour renforcer la capacité et la performance des organisations de la société civile marocaines.
- Promouvoir le dialogue public et le plaidoyer au Maroc par un appui aux organisations de la société civile et par l'utilisation des technologies de l'information et de la communication.
- Promouvoir le dialogue entre la société civile, les élus et le pouvoir public sur les questions d'intérêt collectif.

Au Maroc, d'après les intervenants, les règles du jeu ne sont pas aussi claires et constituent encore des entraves à un véritable projet associatif intégré et à un dialogue social et politique avec toutes les parties prenantes, notamment gouvernementales.

C'est dans ce sens qu'intervient ce programme d'appui à la société civile de l'USAID. "SANAD consiste en une collaboration entre des institutions de l'Etat, des élus et des organisations de la société civile pour l'identification des besoins prioritaires des citoyens, pour l'amélioration des capacités de la société civile au niveau local", a précisé le directeur de l'USAID, ajoutant que "ce programme public porterait une attention particulière aux droits et à la



**Ce programme public** porterait une attention particulière aux droits et à la participation citoyenne et politique des femmes à la gouvernance ainsi qu'à celle des jeunes.

participation citoyenne et politique des femmes à la gouvernance ainsi qu'à celle des jeunes et des groupes marginalisés".

L'objectif commun du programme et des partenaires impliqués est d'assister des organisations de la société

civile durant 3 ans en matière de formation, d'accompagnement technique et financier en vue d'institutionnaliser et professionnaliser le tissu associatif.

Ceci devra contribuer à la mise en place d'infrastructures et de services publics de

qualité tout en œuvrant de façon significative à l'élargissement et à l'approfondissement du dialogue entre la société civile, les pouvoirs publics et les citoyens dans le cadre d'une véritable campagne de plaidoyer. ■

## Le programme en détail...

Sanad est un projet qui devra s'étaler de 2009 à 2012. L'équipe est composée de professionnels marocains et internationaux dans les domaines techniques du Projet -Société civile, gouvernance, plaidoyer, technologies de l'information et de la communication, développement des capacités. Son champ d'intervention, l'éducation, la jeunesse, le développement local. 3 régions sont ciblées : Fès-

Boulemane, Rabat-Salé-Zemmour-Zaër et Doukkala-Abda.

Sanad cible les zones urbaines et péri-urbaines et travaillera en priorité sur Fès et Salé, puis à El Jadida à partir de 2010. Cet objectif s'inscrit dans la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance, consistant à aider les administrations publiques à devenir plus transparentes, responsables et équitables.